

Contre le national-communisme

(Les leçons du plébiscite "rouge")

Comment tout est mis sens dessus dessous

Quand ces lignes seront connues des lecteurs, elles auront peut-être vieilli dans certaines parties. Grâce aux efforts de l'appareil stalinien et avec l'appui amical de tous les gouvernements bourgeois, l'auteur de ces lignes est placé dans de telles conditions qu'il ne peut réagir sur les événements politiques autrement qu'avec un retard de quelques semaines. À cela, il faut encore ajouter que l'auteur est obligé de s'appuyer sur une information qui est loin d'être complète. Le lecteur doit en tenir compte. Mais il faut essayer de tirer, même d'une situation peu commode, quelques avantages. N'ayant pas la possibilité de réagir sur les événements au jour le jour, dans tout leur aspect concret, l'auteur est obligé de concentrer son attention sur les points fondamentaux et sur les questions cruciales. Là est la justification du présent travail.

Comment tout est mis sens dessus dessous

Les erreurs du P.C. allemand dans la question du plébiscite appartiennent à la catégorie de ces erreurs qui deviennent de plus en plus évidentes et qui entreront définitivement dans les manuels de la stratégie révolutionnaire comme des exemples de ce qu'on ne doit pas faire.

Dans l'attitude du Comité Central du P.C. allemand, tout est erroné : l'appréciation de la situation est fautive, le but immédiat est posé d'une manière fautive, les moyens choisis pour l'atteindre sont faux. Chemin faisant, la direction du Parti s'est ingéniée à renverser tous les "principes" qu'elle défendait durant ces dernières années.

Le 21 juillet, le C.C. s'est adressé au gouvernement prussien avec des revendications démocratiques et sociales, menaçant, en cas de refus, de prendre la défense du référendum. En mettant en avant ces revendications, la bureaucratie stalinienne s'est adressée effectivement au sommet du Parti social-démocrate avec des propositions, sous certaines conditions, de front unique contre le fascisme. Après que la social-démocratie eut rejeté ces conditions, les staliniens firent le front unique avec les fascistes contre la social-démocratie. La politique de front unique se fait donc non seulement " par en bas ", mais aussi " par en haut ". Il est donc permis à Thaelmann de s'adresser à Braun et à Severing par une " lettre ouverte " pour la défense commune de la démocratie et de la législation sociale contre les bandes de Hitler. Ainsi, ces gens, sans s'en apercevoir, démolissent toute leur métaphysique du front unique " rien que par en bas " à l'aide de l'expérience la plus inepte et la plus scandaleuse de front unique *rien que par en haut*, expérience inattendue pour les masses et contraire à la volonté des masses.

Si la social-démocratie ne représente qu'une variété de fascisme, comment peut-on présenter aux sociaux-fascistes une demande officielle de défense commune de la démocratie ? En empruntant le chemin du référendum, la bureaucratie du parti n'a posé aucune condition aux nationaux-socialistes. Pourquoi ? Si les sociaux-démocrates et les nationaux-socialistes ne représentent que des nuances du fascisme, pourquoi peut-on poser des conditions à la social-démocratie et ne peut-on pas les poser aux nationaux-socialistes ? C'est qu'il existe quelques différences importantes de *qualité* entre ces deux " variétés ", tant en ce qui concerne leur méthode de duper les masses ? Mais alors, n'appellez pas fascistes les uns et les autres, car les termes, en politique, servent à distinguer les choses et non à mettre tout dans le même sac.

Est-il cependant juste de dire que Thaelmann a conclu un front unique avec Hitler ? La bureaucratie communiste a donné au référendum de Thaelmann le nom de " rouge ", par opposition au plébiscite noir ou brun d'Hitler. Il est évidemment hors de doute qu'il s'agit de deux partis ennemis irréductibles, et tous les mensonges de la social-démocratie n'arriveront pas à le faire oublier aux ouvriers. Mais le fait est là : dans une campagne déterminée, la bureaucratie stalinienne entraîna les ouvriers révolutionnaires dans un front unique avec les nationaux-socialistes contre la social-démocratie. Si, du moins, on avait pu sur le bulletin de vote marquer le nom du parti auquel appartient le votant, le référendum aurait eu cette justification (politiquement tout à fait insuffisante dans le cas donné) de permettre de compter ses forces et du même coup, de se différencier des forces du fascisme. Mais la " démocratie " bourgeoise n'a pas eu soin, à Weimar,

d'assurer le droit aux partisans du référendum, de marquer le nom de leur parti. Tous les votants sont mêlés indistinctement dans la masse qui donne à une question déterminée la même réponse. *Dans les cadres de cette question*, le front unique avec les fascistes est en fait incontestable.

Ainsi, du jour au lendemain, tout fut renversé sens dessus dessous.

" Front unique ", mais avec qui ?

Quel était le but politique poursuivi par le tournant de la direction du P.C. ? Plus on lit les documents officiels et les discours des dirigeants, et moins on en comprend le sens. Le gouvernement de Prusse, nous dit-on, fraye le chemin au fascisme. C'est tout à fait exact. Le gouvernement du Reich de Brüning, ajoute les chefs du P.C. allemand, ne fait en réalité que fasciser la république et il a déjà accompli dans ce domaine un grand travail. Tout à fait juste, répondons-nous à cela. Or, sans Braun en Prusse, Brüning ne peut pas se maintenir dans le Reich ! nous disent les staliniens. Cela aussi est juste, répondons-nous. Jusqu'à ce point, nous sommes entièrement d'accord. Mais quelles conclusions politiques faut-il en tirer ? Nous n'avons aucune raison de soutenir le gouvernement de Braun, de prendre une ombre de responsabilité pour lui devant les masses, ou d'affaiblir d'un iota notre lutte politique contre le gouvernement Brüning et son agence prussienne. Mais, nous avons d'autant moins de raisons d'aider les fascistes à remplacer le gouvernement Brüning-Braun. Car, si nous accusons à juste titre la social-démocratie d'avoir préparé le chemin au fascisme, notre tâche ne doit nullement consister à raccourcir ce chemin au fascisme.

La lettre du Comité central du Parti communiste allemand du 27 juillet adressée à toutes les cellules révèle d'une façon particulièrement cruelle l'inconsistance de la direction parce qu'elle est le produit d'un examen collectif de la question. L'essentiel de cette lettre, la confusion et les contradictions mises à part, se réduit à cette idée qu'en somme il n'y a aucune différence entre la social-démocratie et les fascistes, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune différence entre l'ennemi qui trompe les ouvriers et les trahit en exploitant leur longanimité, et l'ennemi qui veut tout simplement les égorger. Voyant toute l'ineptie d'une telle identification, les auteurs de la lettre-circulaire opèrent brusquement un tournant et présentent le référendum rouge comme "une application décisive de la politique du front unique par en bas (!) Envers les ouvriers sociaux-démocrates, les ouvriers chrétiens et sans-parti ". Aucune tête prolétarienne ne pourra jamais comprendre pourquoi la participation au plébiscite aux côtés des fascistes contre les sociaux-démocrates et le parti du centre doit être considérée comme une politique de front unique envers les ouvriers sociaux-démocrates et chrétiens. Il s'agit, de toute évidence, de ces ouvriers sociaux-démocrates qui, en se détachant de leur parti, ont pris part au référendum. Combien sont-ils ? Par politique de front unique on doit, en tout cas, comprendre une action commune, non pas avec les ouvriers qui ont quitté la social-démocratie, mais avec ceux qui restent dans ses rangs. Malheureusement, ils sont encore très nombreux.

La question des rapports de forces

La seule phrase dans le discours de Thaelmann, du 24 juillet, qui semble être une justification sérieuse du tournant, est la suivante : " Par l'utilisation des moyens légaux d'une action parlementaire de masse, le plébiscite rouge représente un pas en avant dans le sens d'une mobilisation extra-parlementaire des masses". Si ces paroles ont un sens quelconque, cela veut dire : nous prenons comme point de départ de notre offensive révolutionnaire le vote parlementaire pour renverser par voie légale le gouvernement de la social-démocratie et des partis du juste milieu lié à elle, pour, ensuite, renverser par la pression révolutionnaire des masses le fascisme qui essaie de devenir l'héritier de la social-démocratie. En d'autres termes, le référendum prussien ne joue qu'un rôle de tremplin pour un saut révolutionnaire. Oui, en tant que tremplin, le plébiscite serait entièrement justifié. Le fait que les fascistes votent ou ne votent pas aux côtés des communistes aurait perdu toute signification à partir du moment où le prolétariat, par sa pression, renverserait les fascistes et prendrait entre ses mains le pouvoir. On peut utiliser comme tremplin n'importe quelle planche, y compris la planche du référendum. *Il faut seulement avoir la possibilité de faire effectivement le saut*, non pas en paroles, mais réellement. Le problème se réduit donc au rapport des forces. Sortir dans la rue avec le mot d'ordre : " À bas le gouvernement Brüning-Braun ! " quand, d'après le rapport des forces, ce gouvernement ne peut être remplacé que par un gouvernement Hitler-Hugenberg est de l'aventurisme pur. Le même mot d'ordre acquiert cependant un tout autre sens s'il devient une introduction à la lutte immédiate du prolétariat lui-même pour le pouvoir. Dans le premier cas, les

communistes apparaîtraient aux yeux des masses comme des auxiliaires de la réaction ; dans le second, la question de savoir comment ont voté les fascistes avant d'être écrasés par le prolétariat perdrait toute signification politique.

Nous considérons donc la question de la collusion des votes avec les fascistes non pas du point de vue d'un principe abstrait quelconque, mais du point de vue de la lutte des classes réelles pour le pouvoir et du rapport des forces au stade donné de la lutte.

Consultons l'expérience russe

On peut considérer comme certain qu'au moment de l'insurrection prolétarienne, la différence entre la bureaucratie social-démocrate et les fascistes sera réduite au minimum, sinon à zéro. Pendant les journées d'Octobre, les mencheviks russes et les socialistes-révolutionnaires luttèrent contre le prolétariat la main dans la main avec les cadets (démocrates-constitutionnels), les korniloviens, les monarchistes. Les bolcheviks sont sortis en octobre du pré-Parlement dans la rue pour appeler les masses à l'insurrection armée. Si un groupe quelconque de monarchistes avait quitté le pré-Parlement en même temps que les bolcheviks, cela n'aurait eu aucune signification politique parce que les monarchistes ont été renversés en même temps que les démocrates.

Cependant, le Parti est arrivé à l'insurrection d'Octobre en passant par une série de degrés. Pendant la démonstration d'avril 1917, une partie des bolcheviks lança le mot d'ordre " À bas le gouvernement provisoire ". Le Comité central rappela aussitôt à l'ordre les ultragauches. Nous devons, bien entendu, propager la nécessité de renverser le gouvernement provisoire mais nous ne pouvons pas encore appeler les masses dans la rue sur ce mot d'ordre, parce que nous sommes encore en minorité dans la classe ouvrière. Si, dans ces conditions, nous réussissions à renverser le gouvernement provisoire, nous ne pourrions pas le remplacer et, par conséquent, nous aiderions la contre-révolution. Il faut expliquer patiemment aux masses le caractère anti-populaire de ce gouvernement avant que sonne l'heure de son renversement. Telle fut la position du Parti.

Dans la période suivante, le mot d'ordre du Parti fut " À bas les ministres capitalistes ". C'était une pression sur les sociaux-démocrates pour rompre la coalition avec la bourgeoisie. En juillet, nous avons dirigé la démonstration des ouvriers et des soldats sous le mot d'ordre : " Tout le pouvoir aux Soviets", ce qui signifiait à ce moment : tout le pouvoir aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, avec les gardes-blancs, nous ont écrasés.

Deux mois après, Kornilov s'est insurgé contre le gouvernement provisoire. Dans la lutte contre Kornilov, les bolcheviks ont aussitôt occupé les premières positions. Lénine se trouvait à ce moment dans l'illégalité. Des milliers de bolcheviks se trouvaient dans les prisons. Les ouvriers, les soldats et les marins exigeaient la libération de leurs chefs et des bolcheviks en général. Le gouvernement provisoire refusa. Le Comité central du Parti bolchevik ne devait-il pas s'adresser au gouvernement de Kerensky avec cet ultimatum : libérer immédiatement les bolcheviks et renoncer à les accuser ignoblement d'être au service des Hohenzollern – et, en cas de refus de la part de Kerensky, refuser de combattre Kornilov ? Ainsi agirait certainement le Comité central de Thaelmann-Remmele-Neumann. Mais ce n'est pas ainsi qu'a agi le Comité central des bolcheviks. Lénine écrivit alors :

" Il serait profondément erroné de croire que le prolétariat révolutionnaire est capable, pour ainsi dire, par " vengeance " contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui ont appuyé les persécutions contre les bolcheviks, les exécutions sur le front et le désarmement des ouvriers, de "refuser" de les appuyer dans la lutte contre la contre-révolution. Une telle façon de poser la question serait, premièrement, une tentative de vouloir attribuer au prolétariat les notions petites bourgeoises de morale (puisque pour l'utilité de la cause, le prolétariat soutiendra toujours non seulement la petite bourgeoisie oscillante, mais même la grande bourgeoisie) ; ce serait, deuxièmement – et c'est l'essentiel – une tentative petite-bourgeoise de voiler, à l'aide de la "morale", le fond de la chose ".

Si nous ne nous étions pas opposés en août à Kornilov et lui avons ainsi facilité la victoire, il aurait, avant tout, exterminé l'élite de la classe ouvrière et, par conséquent, il nous aurait empêché d'emporter la victoire

deux mois après sur les conciliateurs et de les châtier – non pas verbalement, mais réellement – pour leurs forfaits historiques.

C'est précisément de la " morale petite bourgeoise " que font les Thaelmann et Cie, quand, pour justifier leurs propre tournant, ils commencent par énumérer les ignominies innombrables des chefs sociaux-démocrates !

Les feux éteints

Les analogies historiques ne sont que des analogies. Il ne peut pas y être question d'identité de conditions et de tâches. Mais, dans le langage conventionnel des analogies, nous pouvons demander : est-ce que, au moment du référendum, en Allemagne, se posait la question de la défense contre le danger Kornilov, ou était-on vraiment à la veille du renversement de tout le régime de la bourgeoisie par le prolétariat ? Cette question ne se résout ni par des principes abstraits ni par des formules polémiques, mais par le rapport des forces. Combien minutieusement et consciencieusement les bolcheviks avaient étudié, calculé et mesuré les rapports de forces à chaque étape donnée de la révolution ! La direction du P.C. allemand, a-t-elle essayé, en s'engageant dans la lutte, d'établir un bilan préliminaire des forces en lutte ? Nous ne trouvons ce bilan ni dans les articles, ni dans les discours. À l'instar de leur maître Staline, ses disciples berlinois conduisent la politique tous feux éteints.

Thaelmann a réduit ses considérations sur la question décisive des rapports de forces à deux ou trois phrases générales. " Nous ne vivons plus en 1923 – disait-il dans son rapport. Le Parti communiste est maintenant un parti qui entraîne des millions d'hommes, qui croît prodigieusement. " Et c'est tout ! Thaelmann n'a pas pu démontrer plus clairement combien la compréhension de la différence entre la situation de 1923 et celle de 1931 lui était étrangère ! À ce moment-là, la social-démocratie se décomposait par morceaux. Les ouvriers qui n'avaient pas encore pu quitter les rangs de la social-démocratie, tournaient les yeux avec espoir du côté du Parti communiste. À ce moment-là le fascisme représentait beaucoup plus un épouvantail dans le potager de la bourgeoisie qu'une réalité politique sérieuse. L'influence du Parti communiste sur les syndicats et sur les comités d'usines était en 1923 incomparablement plus importante que maintenant. Les comités d'usines remplissaient alors effectivement les fonctions des soviets. La bureaucratie sociale-démocrate perdait chaque jour du terrain dans les syndicats.

Le fait que la situation de 1923 n'a pas été utilisée par la direction opportuniste de l'Internationale Communiste et du P.C. allemand est toujours vivant dans la conscience des classes et des partis et dans les rapports entre eux. Le Parti communiste, dit Thaelmann, est un parti qui entraîne plusieurs millions d'hommes. Cela nous réjouit ; nous en sommes fiers. Mais nous n'oublions pas que la social-démocratie reste encore, elle aussi, un parti qui influence plusieurs millions d'hommes. Nous n'oublions pas que, grâce à la chaîne des erreurs effroyables des épigones, au cours des années 1923-1931, la social-démocratie d'aujourd'hui fait montre d'une plus grande résistance que la social-démocratie de 1923. Nous n'oublions pas que le fascisme d'aujourd'hui, qui s'est nourri et a grandi grâce aux trahisons de la social-démocratie et aux erreurs de la bureaucratie stalinienne, représente une entrave énorme sur la voie de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Le Parti communiste est un parti qui influence des millions d'hommes. Mais, grâce à la stratégie antérieure de la " troisième période ", de la période de la bêtise bureaucratique concentrée, le Parti communiste est aujourd'hui encore très faible dans les syndicats et dans les conseils d'usines. On ne peut pas mener la lutte pour le pouvoir en ne s'appuyant que sur les voix du référendum. Il faut avoir un appui dans les usines et dans les ateliers, dans les syndicats et dans les conseils d'usines. Thaelmann oublie tout cela en remplaçant l'analyse de la situation par de fortes expressions.

Il n'y a que des hommes d'une autre planète qui puissent affirmer qu'en juillet-août 1931, le Parti communiste allemand était assez puissant pour pouvoir entrer dans une lutte ouverte avec la société bourgeoise représentée par ses deux ailes, la social-démocratie et le fascisme. La bureaucratie du Parti elle-même n'y croit pas. Si elle recourt à cette affirmation, c'est parce que le plébiscite a échoué et que, par conséquent, elle n'a pas eu à être soumise à un examen ultérieur. C'est dans cette irresponsabilité, dans cet aveuglement, dans cette recherche insensée des effets, que trouve toute son expression la moitié aventuriste de l'âme du centrisme stalinien !

" Révolution populaire " au lieu de révolution prolétarienne

Le zigzag, à première vue " inattendu ", du 21 juillet n'est nullement tombé comme un coup de foudre dans un ciel clair, mais il fut préparé par tout le cours de la dernière période. Que le Parti communiste allemand soit conduit par la volonté sincère et ardente de vaincre le fascisme, de lui arracher les masses, de renverser le fascisme et de l'écraser – il ne peut y avoir, bien entendu, aucun doute à cela. Mais le malheur est que la bureaucratie stalinienne tend de plus en plus à agir contre le fascisme en utilisant les armes de ce dernier : elle lui emprunte des couleurs sur sa palette politique et s'efforce de le dépasser à la criée aux enchères du patriotisme. Ce ne sont pas des méthodes et des principes d'une politique de classe, mais des procédés de concurrence petite bourgeoise.

Il est difficile de se figurer une capitulation de principe plus honteuse que celle de la bureaucratie stalinienne qui a remplacé le mot d'ordre de la révolution prolétarienne par le mot d'ordre de la révolution populaire. Aucune ruse, aucun jeu de citations, aucune falsification historique ne changeront le fait que le marxisme a été trahi dans ses principes pour atteindre une meilleure contrefaçon du charlatanisme fasciste. Je suis obligé de répéter ce que j'ai écrit à ce sujet, il y a quelques mois :

" Bien entendu, chaque grande révolution est une révolution populaire ou révolution nationale, en ce sens qu'elle rassemble autour de la classe révolutionnaire toutes les forces vives et créatrices de la nation et qu'elle reconstruit la nation autour d'un nouveau pivot. Mais cela n'est pas un mot d'ordre, c'est une description sociologique de la révolution qui demande des explications précises et concrètes. En tant que mot d'ordre, c'est une fanfaronnade et du charlatanisme, une concurrence de bazar aux fascistes, faite au prix d'une confusion qu'on sème dans la tête des ouvriers."

" Évolution étonnante des mots d'ordre de l'Internationale Communiste, surtout dans cette question.

Après le troisième Congrès de l'Internationale Communiste, le mot d'ordre " classe contre classe " était devenu l'expression populaire de la politique du " front unique prolétarien ". Cela était très juste : Tous les ouvriers doivent se rassembler contre la bourgeoisie.

Ensuite, on l'a transformé en alliance avec les bureaucrates réformistes contre les ouvriers (expérience de la grève générale anglaise).

Après on est passé à l'autre extrême aucun accord avec les réformistes, " classe contre classe ".

*Le même mot d'ordre qui devait servir au rapprochement des ouvriers sociaux-démocrates et des ouvriers communistes a commencé à signifier pendant **la troisième période**, la lutte contre les ouvriers sociaux-démocrates, en tant que classe adverse.*

*Aujourd'hui, un nouveau tournant : **la révolution populaire** à la place de **la révolution prolétarienne**.*

Le fasciste Strasser dit : 95 % du peuple sont intéressés à la révolution, par conséquent, c'est une révolution populaire et non de classe. Thaelmann l'accompagne dans cette chanson. Mais en réalité l'ouvrier communiste devrait dire à l'ouvrier fasciste : évidemment 95 %, sinon 98 % du peuple sont exploités par le capital financier. Mais cette exploitation est organisée de façon hiérarchique : il y a des exploités. Il y a des sous-exploités, etc. C'est seulement grâce à cette hiérarchie que les super-exploités dominent la majorité de la nation. Pour que la nation puisse effectivement se reconstruire autour d'un nouveau pivot de classe, elle doit se reconstruire idéologiquement, et ceci n'est réalisable que dans le cas où le prolétariat, sans se dissoudre dans le " peuple ", dans la " nation ", mais au contraire en développant " son " programme de la révolution "prolétarienne ", obligera la petite bourgeoisie à choisir entre deux régimes. "

" Le mot d'ordre de la révolution populaire endort les petits bourgeois ainsi que les larges masses ouvrières, il les concilie avec la structure hiérarchique bourgeoise du "peuple", il ralentit leur libération. Dans les conditions actuelles de l'Allemagne, le mot d'ordre de la révolution "populaire" efface les frontières idéologiques entre le marxisme et le fascisme, il concilie une partie des ouvriers et de la petite bourgeoisie avec l'idéologie du fascisme en leur permettant de croire qu'il n'y a pas nécessité de faire le choix puisque, ici et là, il s'agit de la révolution populaire "¹ .

¹ Cf. L. Trotsky : "La révolution espagnole au jour le jour " Écrits Tome III

" Révolution populaire " comme moyen de " libération nationale "

Les idées ont leur logique. La révolution populaire est mise en avant comme un moyen auxiliaire pour la " libération nationale ". Une telle façon de poser la question a ouvert l'accès du Parti aux tendances chauvines. Il n'y a, bien entendu, rien de mauvais dans le fait que les patriotes désespérés du camp du chauvinisme petit bourgeois se rapprochent du parti du prolétariat : différents éléments rejoignent le communisme par différents chemins et sentiers. Il y a incontestablement des éléments sincères et honnêtes – à côté des arrivistes et des aventuriers manqués – dans les rangs des officiers gardes-blancs et cent-noirs qui, pendant les derniers mois, ont, semble-t-il, commencé à se tourner vers le communisme. Le Parti peut, bien entendu, utiliser aussi de telles métamorphoses individuelles comme moyen auxiliaire de décomposition du camp fasciste.

Le crime de la bureaucratie stalinienne – oui, un véritable crime – consiste cependant dans le fait qu'elle se solidarise avec ces éléments, qu'elle identifie leurs voix à celle du Parti, qu'elle se refuse à dénoncer leurs tendances nationalistes et militaristes en faisant de la brochure profondément petite bourgeoise, réactionnaire-utopique et chauvine de Scheringer un nouvel évangile du prolétariat révolutionnaire.

C'est de cette concurrence vulgaire avec le fascisme qu'est née la décision, à première vue inattendue, du 21 juillet : vous avez une révolution populaire, nous aussi nous en avons une ; chez vous la libération nationale est un critère suprême – chez nous, c'est la même chose ; vous proclamez la guerre au capitalisme occidental, nous promettons la même chose ; chez vous, il y a plébiscite, nous aussi nous en ferons un et, mieux que ça un plébiscite tout " rouge ".

C'est un fait que l'ancien ouvrier révolutionnaire Thaelmann fait tous les efforts possibles pour ne pas être inférieur au comte Stenbock-Fermor. Le compte rendu de la réunion des militants du Parti où Thaelmann a inauguré le tournant vers le plébiscite, est publié dans la *Rote Fahne* sous le titre prétentieux " Sous le drapeau du marxisme ". Cependant, Thaelmann met au premier plan de ses conclusions cette pensée que " l'Allemagne est aujourd'hui un jouet entre les mains de l'Entente ". Il s'agit donc avant tout, de la " libération nationale ".

Or, dans un certain sens, la France, l'Italie et même l'Angleterre sont elles aussi, des " jouets " entre les mains des États-Unis. La dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique, qui a reparu à nouveau au moment de la proposition Hoover (*demain cette dépendance se révélera d'une façon encore plus aiguë et plus brutale*), a une importance beaucoup plus profonde pour le développement de la révolution européenne que la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis de l'Entente. Voilà pourquoi – disons-le en passant – le mot d'ordre des États-Unis Soviétiques d'Europe, et non seulement le mot d'ordre isolé " à bas le traité de Versailles ", est une réponse prolétarienne aux convulsions du continent européen.

Mais ces questions sont, néanmoins, des questions de second plan. Notre politique n'est pas déterminée par le fait que l'Allemagne est un "jouet" entre les mains de l'Entente, mais avant tout par le fait que le prolétariat allemand divisé, affaibli et humilié, est un jouet entre les mains de la bourgeoisie allemande. " L'ennemi le plus dangereux est dans notre pays ! " enseignait jadis Karl Liebknecht. L'avez-vous oublié, chers amis ? Ou peut-être cet enseignement ne vaut-il plus rien ? Pour Thaelmann il a manifestement vieilli. Liebknecht est remplacé par Scheringer². Voilà pourquoi le titre " Sous le drapeau du marxisme " est une ironie amère.

Le centrisme bureaucratique, école de capitulations

Il y a quelques années, l'Opposition de gauche avertissait que la théorie " véritablement russe " du socialisme dans un seul pays amènerait inévitablement des tendances social-patriotiques dans les autres sections de l'Internationale Communiste. À l'époque, cela paraissait être une fantaisie, une invention perfide, une " calomnie ". Mais les idées ont non seulement leur logique, elles ont encore leur force explosive. Le P.C. allemand a glissé très vite, sous nos yeux, dans la sphère du social-patriotisme, c'est-à-dire de tendances et de mots d'ordre dont la haine mortelle inspira jadis la fondation de l'Internationale Communiste. Est-ce extraordinaire ? Non, c'est dans l'ordre des choses !

² R. Scheringer : officier allemand qui passera du camp nazi au KPD, voyant en ce dernier l'instrument de la libération de l'Allemagne. Cet épisode sera l'occasion pour le KPD de lancer une campagne chauvine visant à concurrencer les nazis sur leur propre terrain.

La méthode qui consiste à se travestir avec les habits de l'adversaire et de la classe ennemie – méthode profondément contraire à la théorie et à la psychologie du bolchevisme – découle d'une façon tout à fait organique de l'essence du centrisme, de son absence de principes, de son inconsistance, de son vide idéologique.

Ainsi, la bureaucratie stalinienne appliqua pendant quelques années une politique thermidorienne pour faire perdre du terrain aux thermidoriens. Par crainte de l'Opposition de gauche, la bureaucratie stalinienne commença à faire par morceaux des contrefaçons de la plateforme de la gauche. Pour arracher les ouvriers anglais au pouvoir du trade-unionisme, les staliniens remplacèrent la politique marxiste par la politique trade-unioniste. Pour aider les ouvriers et les paysans chinois à trouver une voie indépendante, les staliniens les ont fait entrer dans le Kouo-Min-Tang bourgeois. On peut continuer cette énumération sans fin. Dans les grandes questions aussi bien que dans les petites, nous voyons toujours le même esprit de travestissement, de contrefaçon continuelle des idées de l'adversaire, de tentative de se servir contre l'ennemi non pas de ses armes propres – qui manquent, hélas ! – mais de l'arme volée dans les arsenaux de l'adversaire.

Le régime actuel du parti agit dans le même sens. Nous avons dit et écrit plus d'une fois que l'autocratie de l'appareil affaiblit inévitablement l'avant-garde prolétarienne devant l'ennemi, en démoralisant les ouvriers avancés, en pliant et en brisant les caractères révolutionnaires. Celui qui baisse servilement la tête devant chaque oukase venu d'en haut est un militant révolutionnaire sans aucune valeur !

Les bureaucrates centristes étaient des zinovievistes sous Zinoviev, des boukhariniens sous Boukharine, des staliniens et des molotovistes avec l'avènement de Staline et de Molotov. Ils ont baissé la tête même devant les Manouïlsky, les Kussinien et les Losovsky. Ils répétaient à chaque étape les paroles, les intonations et les grimaces du " chef " du jour, ils renonçaient aujourd'hui, selon le commandement reçu, à ce à quoi ils juraient fidélité hier et, ayant mis deux doigts dans la bouche, ils sifflaient le chef en retraite qu'hier ils portaient aux nues. Dans ce régime funeste, la virilité révolutionnaire se châtre, la conscience théorique se vide, et les échines s'assouplissent. Il n'y a que des bureaucrates passés par l'école zinovievo-stalinienne qui puissent avec une telle facilité remplacer la révolution prolétarienne par la révolution populaire et, après avoir traité les bolcheviks-léninistes de renégats, hisser sur leurs épaules des chauvins du type Scheringer.

Guerre révolutionnaire et pacifisme

Les Scheringer et les Stenbock-Fermor considèrent généreusement la cause du Parti communiste comme la continuation directe de la guerre des Hohenzollern. Les victimes de la tuerie impérialiste la plus lâche restent pour eux des héros tombés pour la liberté du peuple allemand. Ils veulent bien appeler guerre " révolutionnaire " la nouvelle guerre pour l'Alsace et la Lorraine et pour la Russie orientale. Ils sont prêts à accepter – en attendant, en paroles – "la révolution populaire ", si elle peut servir de moyen de mobilisation des ouvriers pour leur guerre " révolutionnaire ". Tout leur programme se trouve dans l'idée de la revanche ; s'ils s'aperçoivent demain qu'on peut atteindre ce but par d'autres moyens, ils n'hésiteront pas à tirer dans le dos des prolétaires révolutionnaires. Il faut dénoncer tout cela et non pas le cacher. Il faut éveiller la vigilance des ouvriers et non pas l'endormir. Or, comment agit le Parti ?

Dans la *Fanfare* communiste du 1er août, en pleine agitation pour le référendum rouge, on publie, à côté du portrait de Scheringer, un de ses messages apostoliques. Voici ce qui y est dit textuellement : " Quiconque s'oppose aujourd'hui à la révolution populaire, à la guerre révolutionnaire libératrice, trahit la cause des morts de la guerre mondiale qui ont donné leur vie pour une Allemagne libre". On ne croit pas ses yeux en lisant ces révélations dans la presse qui se dit communiste. Et tout cela est couvert du nom de Liebknecht et de Lénine. Quel long fouet aurait pris Lénine pour fouetter dans une polémique un tel communisme ! Et il ne se contenterait pas d'articles polémiques. Il demanderait la convocation d'un Congrès extraordinaire international pour épurer impitoyablement les rangs de l'avant-garde prolétarienne de la gangrène du chauvinisme...

"Nous ne sommes pas des pacifistes ", répliquent fièrement nos Thaelmann, Remmele et autres. " Nous sommes par principe pour la guerre révolutionnaire. " Pour le démontrer, ils sont prêts à nous faire quelques citations de Marx et de Lénine que des "professeurs rouges" ignorants ont choisies, à Moscou, à leur intention. On peut croire vraiment que Marx et Lénine ont été des promoteurs de la guerre nationale et non de la révolution prolétarienne ! Comme si la notion de la guerre révolutionnaire chez Marx et Lénine avait

quelque chose de commun avec l'idéologie nationaliste des officiers fascistes et des sous-officiers centristes. Avec une phrase à bon marché sur la guerre révolutionnaire, la bureaucratie stalinienne attire une dizaine d'aventuriers, mais elle repousse des centaines de milliers et des millions d'ouvriers sociaux-démocrates, chrétiens et sans-parti.

"Vous nous recommandez alors d'imiter le pacifisme social-démocrate ?", nous objectera un théoricien particulièrement profond du cours le plus récent. Non, nous ne sommes pas du tout disposés à *imiter* même les sentiments de la classe ouvrière, mais à en *tenir compte* – voilà ce qui est indispensable. Ce n'est qu'en appréciant justement les sentiments des larges masses prolétariennes qu'on peut les amener à la révolution. Mais la bureaucratie qui imite la phraséologie du nationalisme petit bourgeois ignore les véritables sentiments des ouvriers qui ne veulent pas la guerre, qui ne peuvent pas la vouloir et qui sont repoussés par la fanfaronnade guerrière de la nouvelle firme : Thaelmann, Scheringer, le comte Stenbock-Fermor, Heinz Neumann et Cie.

Le marxisme peut, bien entendu, envisager la possibilité d'une guerre révolutionnaire en cas de prise du pouvoir par le prolétariat. Mais de là à transformer une possibilité historique, qui peut nous être imposée par la marche des événements après la prise du pouvoir, en un mot d'ordre politique de combat avant la conquête du pouvoir, il y a une marge. La guerre révolutionnaire comme conséquence, imposée dans certaines conditions, de la victoire prolétarienne est une chose. La révolution " populaire " comme moyen de la guerre révolutionnaire, c'est une tout autre chose, c'est même une chose diamétralement opposée.

Bien que le gouvernement soviétique de Russie ait reconnu en principe la guerre révolutionnaire, il a signé, comme on le sait, le traité très dur de Brest-Litovsk. Pourquoi ? Parce que les paysans et les ouvriers, sauf une petite couche d'ouvriers avancés, ne voulaient pas la guerre. Les mêmes paysans et ouvriers défendirent ensuite héroïquement la révolution soviétique contre ses ennemis innombrables. Mais, quand nous avons essayé de transformer la guerre défensive, qui nous avait été imposée par Pilsudski, en une guerre offensive, nous avons subi une défaite, et cette erreur, née d'une mauvaise appréciation des forces, frappa très durement le développement de la révolution mondiale.

L'Armée rouge existe déjà depuis 14 ans. "Nous ne sommes pas des pacifistes." Mais pourquoi alors le gouvernement soviétique proclame-t-il à chaque occasion sa politique *de paix* ? Pourquoi propose-t-il le *désarmement* et conclut-il des pactes de *non-agression* ? Pourquoi ne se sert-il pas de l'Armée Rouge comme d'un moyen de la révolution prolétarienne mondiale ? Il faut croire qu'il ne suffit pas d'être en principe pour la guerre révolutionnaire. Il faut encore, de plus, avoir la tête sur ses épaules. Il faut tenir compte des circonstances, du rapport des forces et des sentiments des masses.

Si cela est obligatoire pour un gouvernement ouvrier qui possède entre ses mains un puissant appareil de coercition, un parti révolutionnaire doit d'autant plus tenir compte attentivement des sentiments des ouvriers et des masses travailleuses en général, parce qu'il ne peut agir autrement que par la persuasion. La révolution n'est pas pour nous un moyen auxiliaire pour la guerre contre l'Occident, mais, au contraire, c'est un moyen pour éviter toutes les guerres, pour les rendre impossibles à jamais. Nous luttons contre la social-démocratie, non pas en raillant la volonté de paix qui est propre à tout travailleur, mais en démasquant son faux pacifisme, parce que la société capitaliste, que la social-démocratie essaie chaque jour de sauver, n'est pas concevable sans guerre. " La libération nationale " de l'Allemagne ne réside pas pour nous dans la guerre contre l'Occident, mais dans la révolution prolétarienne qui embrasserait et l'Europe centrale et l'Europe occidentale, et la lierait avec l'Europe orientale sous la forme d'États-Unis Soviétiques. Seule, une telle façon de poser la question peut grouper la classe ouvrière et en faire le centre d'attraction pour les masses petites bourgeoises désespérées. Pour que le prolétariat puisse dicter sa volonté à la société contemporaine, son Parti ne doit pas avoir honte d'être un parti prolétarien et de parler dans sa langue à lui : non pas dans la langue de la revanche, mais dans la langue de la révolution prolétarienne.

Comment devraient réfléchir les marxistes

Le référendum rouge n'est pas tombé du ciel ; il est né de la dégénérescence idéologique du Parti qui est très avancée. Mais il ne cesse pas pour cela d'être la plus honteuse aventure qu'on n'ait jamais vue. Le référendum n'est nullement devenu un point de départ pour la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Il est resté entièrement dans les cadres d'une manœuvre parlementaire auxiliaire. Le Parti s'est ingénié à

s'infliger, à l'aide du référendum, une défaite combinée. En renforçant la social-démocratie et, par conséquent, le gouvernement Brüning, en couvrant la défaite des fascistes, en repoussant les ouvriers sociaux-démocrates et une partie considérable de ses propres électeurs, le Parti est devenu, au lendemain du référendum, considérablement plus faible qu'il ne l'était la veille. On ne pouvait pas rendre un meilleur service au capitalisme allemand et mondial.

La société capitaliste s'est trouvée, surtout en Allemagne pendant ces quinze dernières années plusieurs fois à la veille de son écroulement, mais elle s'est sauvée chaque fois de la catastrophe. Les seules prémisses économiques et sociales sont insuffisantes pour la révolution. Il faut encore des prémisses politiques, c'est-à-dire un rapport de forces tel que, s'il n'assure pas la victoire par avance – de telles situations n'existent pas dans l'histoire – il la rende possible et probable. Le calcul stratégique, l'audace, l'esprit de décision font ensuite du possible une réalité. Mais aucune stratégie ne peut transformer l'impossible en une possibilité.

Au lieu de faire des phrases générales sur l'aggravation de la crise et sur le " changement de la situation", le Comité central devrait indiquer précisément quel est actuellement le rapport des forces dans le prolétariat allemand, dans les syndicats, dans les comités d'usines, quelles sont les liaisons du Parti avec les ouvriers agricoles, etc. Ces données permettraient une vérification précise et ne laisseraient rien dans l'ombre. Si Thaelmann avait le courage d'énumérer et de peser tous les éléments de la situation politique, il devrait arriver à cette conclusion : malgré la crise monstrueuse du système capitaliste et malgré la croissance importante du communisme pendant ces derniers temps, le Parti est encore trop faible pour vouloir forcer le dénouement révolutionnaire. Ce sont, au contraire, les fascistes qui tendent vers ce but. Tous les partis bourgeois, ainsi que la social-démocratie, sont prêts à l'y aider. Parce qu'ils craignent tous beaucoup plus les communistes que les fascistes. À l'aide du plébiscite prussien les nationaux-socialistes voulaient provoquer l'écroulement de l'équilibre étatique archi-instable, pour forcer les couches hésitantes de la bourgeoisie à les appuyer dans leur œuvre de destruction sanglante du prolétariat. Aider en cela les fascistes, serait de notre part une ineptie monstrueuse. Voilà pourquoi nous sommes contre le plébiscite fasciste. – Ainsi Thaelmann devrait-il conclure son rapport s'il avait conservé un reste de conscience marxiste.

Après cela on devrait ouvrir une discussion, la plus large et la plus ouverte possible, car messieurs les chefs, même aussi infaillibles que Heinz Neumann et Remmele, doivent écouter attentivement, à tous les tournants, la voix des masses. Il faut écouter non seulement les paroles officielles que dit parfois le communiste, mais encore les pensées beaucoup plus profondes qui se cachent derrière ces paroles. Il ne faut non pas commander les ouvriers, mais savoir s'instruire auprès d'eux.

Si on avait ouvert la discussion, l'un des participants aurait tenu à peu près ce langage : Thaelmann a raison quand il démontre que malgré les changements incontestables de la situation, nous ne devons pas, étant donné le rapport des forces, essayer de forcer le dénouement révolutionnaire. Mais c'est précisément pour cela que nos ennemis extrêmes les plus décidés poussent, comme on le voit, vers le dénouement révolutionnaire. Pourrions-nous dans ce cas gagner le temps nécessaire pour réaliser un changement préalable dans le rapport des forces, c'est-à-dire arracher le gros de la masse prolétarienne à l'influence de la social-démocratie et obliger ainsi les masses de la petite bourgeoisie à tourner la face vers le prolétariat et le dos au fascisme ?

C'est bien, si cela réussit. Mais, que se passera-t-il si les fascistes aboutissent quand même, contre notre volonté, au dénouement à brève échéance ? Alors la révolution prolétarienne subira-t-elle de nouveau une lourde défaite ?

À cela, Thaelmann, s'il était marxiste, répondrait à peu près comme suit : Il est évident que le choix du moment pour la lutte décisive dépend non seulement de nous, mais aussi de nos ennemis. Nous sommes tous d'accord que la tâche de *notre* stratégie actuellement doit consister à rendre difficile et non pas à faciliter à nos ennemis de forcer le dénouement. Si nos ennemis nous imposent la lutte quand même, nous l'accepterons, bien entendu, car il n'y a pas et il ne peut y avoir de défaite plus lourde, plus funeste, plus humiliante et plus démoralisante, que l'abandon sans combat de grandes positions historiques. Si ce sont les fascistes qui prennent l'initiative du dénouement – et cela au vu des masses populaires – ils pousseront, dans les conditions actuelles, de larges couches de travailleurs vers nous. Nous aurons dans ce cas, d'autant plus de chances de remporter la victoire que nous démontrerons aujourd'hui clairement aux milliers

d'ouvriers que nous ne voulons nullement renverser le régime sans eux et contre eux. C'est pourquoi, nous devons dire ouvertement aux ouvriers sociaux-démocrates, chrétiens et sans-parti : les fascistes qui sont une petite minorité veulent renverser le gouvernement actuel pour s'emparer du pouvoir ; nous communistes, nous considérons le gouvernement actuel comme un ennemi du prolétariat ; mais ce gouvernement s'appuie sur *votre* confiance et sur vos voix ; nous voulons renverser ce gouvernement par une alliance avec vous et non par une alliance avec les fascistes contre vous. Si les fascistes essaient de faire une insurrection, nous, communistes, nous allons lutter contre eux, jusqu'à la dernière goutte de sang – non pas pour défendre le gouvernement Braun-Brüning, mais pour préserver de l'étranglement et de la destruction l'élite du prolétariat, les organisations ouvrières, la presse ouvrière, non seulement les nôtres, les organisations communistes, mais aussi les vôtres, sociaux-démocrates. Nous sommes prêts à défendre avec vous n'importe quelle maison ouvrière, n'importe quelle imprimerie d'un journal ouvrier, contre les attaques des fascistes. Et nous vous demandons de vous engager à nous venir en aide au cas où nos organisations seraient menacées. Nous vous proposons le front unique de la classe ouvrière contre les fascistes. – Plus résolument et plus fermement nous appliquerons cette politique dans toutes les questions, et plus il sera difficile aux fascistes de nous prendre au dépourvu, et moins ils auront de chances de nous écraser dans une lutte ouverte.

Ainsi répondrait notre Thaelmann imaginaire.

Mais à cet endroit, un orateur profondément inspiré des hautes idées de Heinz Neumann, prend la parole. - Une telle politique, dira-t-il, ne donnera rien, quoi qu'on fasse. Les chefs sociaux-démocrates diront aux ouvriers : ne croyez pas les communistes, ils ne sont nullement soucieux de défendre les organisations ouvrières, mais ils veulent tout simplement s'emparer du pouvoir, ils nous considèrent comme des sociaux-fascistes et ne font aucune distinction entre nous et les nationalistes. Voilà pourquoi la politique que propose Thaelmann ne fera que nous ridiculiser aux yeux des ouvriers sociaux-démocrates.

À cela Thaelmann aurait dû répondre ainsi : traiter les sociaux-démocrates de fascistes, c'est évidemment une stupidité qui, à chaque moment critique, nous embrouille nous-mêmes et nous empêche de trouver la voie vers les ouvriers sociaux-démocrates. Renoncer à cette stupidité, c'est la meilleure des choses que nous puissions faire. Quant à l'accusation que, sous le camouflage de la défense de la classe ouvrière et de ses organisations, nous ne cherchons qu'à nous emparer du pouvoir, nous dirons à ce sujet aux ouvriers sociaux-démocrates : oui, nous voulons conquérir le pouvoir, mais pour cela il est indispensable que nous ayons la majorité de la classe ouvrière. La tentative de nous emparer du pouvoir en nous appuyant sur une minorité, serait de l'aventurisme honteux avec lequel nous n'avons rien de commun. Nous ne pouvons pas obliger la majorité des ouvriers à nous suivre, nous ne pouvons que les persuader. Si les fascistes écrasent la classe ouvrière, il ne pourrait plus être question de la conquête du pouvoir par les communistes. Préserver la classe ouvrière et ses organisations contre les fascistes, signifie pour nous s'assurer une possibilité de convaincre la classe ouvrière et de l'amener vers nous. C'est pourquoi, nous ne pouvons arriver au pouvoir autrement qu'en défendant, les armes à la main s'il le faut, tous les éléments de la démocratie ouvrière dans l'État capitaliste.

À cela, Thaelmann pourrait encore ajouter : pour conquérir la confiance solide et inébranlable de la majorité des ouvriers, nous devons nous garder surtout de leur jeter de la poudre aux yeux, d'exagérer nos forces, de fermer les yeux sur les faits ou, pis encore, de les déformer. Il faut dire ce qui est. Nous n'arriverons pas à tromper nos ennemis : ils possèdent mille moyens de vérification. Mais en trompant les ouvriers, nous nous trompons nous-mêmes. En faisant semblant d'être plus forts, nous ne faisons que nous affaiblir. Il n'y a là, cher camarade, aucun "manque de confiance", aucun "pessimisme". Pouvons-nous être pessimistes, nous qui avons devant nous des possibilités gigantesques ? Nous avons un avenir immense. Le sort de l'Allemagne, le sort de l'Europe, le sort de tout l'univers dépend de nous. Or, c'est précisément celui qui croit fermement dans l'avenir révolutionnaire qui n'a besoin d'aucune illusion.

Le réalisme marxiste est la prémisse de l'optimisme révolutionnaire.

Ainsi aurait répondu Thaelmann s'il était marxiste. Malheureusement, il ne l'est pas.

Pourquoi le Parti s'est-il tu ?

Mais comment le Parti a-t-il pu se taire ? Le rapport de Thaelmann qui signifiait un tournant à 180 degrés dans la question du référendum a été adopté sans discussion. Telle a été la proposition venue d'en haut : et ce qui est proposé, est ordonné. Tous les comptes rendus de la *Rote Fahne* témoignent que, dans toutes les réunions du Parti, le référendum a été adopté " unanimement ". Cette unanimité est présentée comme un signe de force particulière du Parti. Où et quand y eut-il dans l'histoire du mouvement révolutionnaire un pareil " monolithisme " muet ? Les Thaelmann et les Remmele jurent par le bolchevisme. Mais toute l'histoire du bolchevisme est l'histoire de luttes intérieures intenses, dans lesquelles le Parti acquérait ses opinions et forgeait ses méthodes. Les chroniques de l'année 1917, la plus importante dans l'histoire du Parti, sont pleines de luttes intérieures intenses, comme l'est également la période des cinq premières années qui ont suivi la prise du pouvoir : et cela, sans scission, sans une seule exclusion importante pour des motifs politiques. Et cependant à la tête du Parti bolchevik se trouvaient des chefs d'une autre taille, d'une autre trempe et d'une autre autorité que Thaelmann, Remmele et Neumann. D'où vient donc ce " monolithisme " effrayant d'aujourd'hui, cette unanimité funeste qui transforme chaque tournant des chefs malencontreux en une loi absolue pour un Parti gigantesque ?

" Aucune discussion !" Parce que, comme l'explique la *Rote Fahne*, " dans une telle situation il faut des actes et non des discours ". Hypocrisie répugnante ! Le Parti doit commettre des " actes " en renonçant à les examiner auparavant. Et de quel " acte " s'agit-il *dans le cas donné* ? Il s'agit de poser une petite croix dans une case d'un papier officiel, et l'addition de ces petites croix prolétariennes ne peut être faite, de sorte qu'il est même impossible de savoir si c'est une croix prolétarienne ou une croix gammée. Accepte sans hésitations, sans réflexions, sans objections, même sans inquiétude dans le regard, le nouveau saut de mouton des chefs désignés par la Providence, sinon tu es un renégat et un contre-révolutionnaire. Voilà l'ultimatum que la bureaucratie stalinienne internationale applique comme un revolver sur la tempe de chaque ouvrier avancé.

En apparence, il semble que la masse tolère ce régime et que tout marche à merveille. Mais non ! La masse n'est pas du tout de la terre glaise qu'on peut modeler comme on veut. Elle réagit à sa manière, lentement mais d'autant plus solidement, contre les erreurs et les stupidités de la direction. Elle s'opposait à sa manière à la " troisième période " en boycottant les journées rouges innombrables. Elle abandonne les syndicats unitaires en France lorsqu'elle ne peut pas s'opposer par la voie normale aux expérimentations de Lozovsky-Monmousseau. N'ayant pas accepté " l'idée " du référendum rouge, des centaines de milliers et des millions d'ouvriers ont évité d'y participer. C'est bien cela la rançon des crimes de la bureaucratie centrisme qui imite d'une façon indigne l'ennemi de classe mais qui, par contre, tient solidement à la gorge son propre Parti.

Staline a-t-il vraiment sanctionné par avance le nouveau zigzag ? Personne ne le sait, comme personne ne sait également les opinions de Staline sur la révolution espagnole. Staline se tait. Quand les chefs plus modestes, à commencer par Lénine, voulaient influencer la politique d'un parti frère, ils prononçaient des discours ou écrivaient des articles. C'étaient parce qu'ils avaient, eux, quelque chose à dire. Staline, lui, n'a rien à dire. Il ruse avec le processus historique de la même manière qu'il ruse avec les hommes. Il ne pense pas à aider le prolétariat allemand ou espagnol, à faire un pas en avant, mais il cherche à s'assurer pour lui-même un repli politique.

L'attitude de **Staline** dans les événements allemands de 1923 est un échantillon incomparable de sa duplicité dans les questions fondamentales de la révolution mondiale. Rappelons ce qu'il écrivit à Zinoviev et à Boukharine en août de la même année :

" Est-ce que les communistes doivent s'acheminer (dans le stade actuel) vers la prise du pouvoir sans la social-démocratie, sont-ils déjà mûrs pour cela ? Voilà, à mon avis, la question. Quand nous avons pris le pouvoir, nous avons en Russie des réserves telles que :

- a) la paix ;*
- b) la terre aux paysans ;*
- c) l'appui de la majorité énorme de la classe ouvrière ;*
- d) la sympathie de la paysannerie.*

Les communistes allemands n'ont, aujourd'hui, rien de tout cela. Bien entendu, ils ont dans leur voisinage le pays des Soviets, ce que nous n'avions pas, mais que pouvons-nous leur donner en ce moment ? Si, aujourd'hui, le pouvoir en Allemagne s'écroule pour ainsi dire de lui-même, et si les communistes s'en saisissent, ils échoueront avec fracas. Cela – " dans le meilleur des cas ". Et dans le pire des cas, ils seront réduits en miettes et rejetés en arrière. À mon avis, il faut retenir les Allemands et non pas les encourager ".

Ainsi, Staline se trouvait à droite de Brandler qui, en août-septembre 1923, considérait, au contraire, qu'on pouvait conquérir le pouvoir en Allemagne sans peine, mais que les difficultés commenceraient au lendemain de la conquête du pouvoir. L'opinion officielle de l'Internationale Communiste consiste aujourd'hui à dire que les brandlériens ont laissé échapper en 1923 une situation particulièrement révolutionnaire. L'accusateur suprême des brandlériens, c'est... Staline.

S'est-il cependant expliqué avec l'Internationale Communiste au sujet de sa propre position en 1923 ? Non, il n'y a là aucune nécessité : il suffit d'interdire aux sections de l'Internationale Communiste de soulever cette question. Staline essaiera, sans doute, de faire la même mise en scène dans la question du référendum. Thaelmann, même s'il l'osait³, ne pourrait pas le confondre. Staline a poussé le Comité Central allemand par l'intermédiaire de ses agents, et lui-même s'est retiré prudemment en arrière. En cas de succès de la nouvelle politique, tous les Manouilsky et tous les Remmele auraient déclaré que l'initiative en appartient à Staline. Et en cas d'échec, Staline a gardé toute la possibilité de trouver le coupable. C'est bien en cela que consiste la quintessence de sa stratégie. Dans ce domaine il est fort.

Que dit la " Pravda " ?

Mais que dit la *Pravda*, le premier journal du premier Parti de l'Internationale Communiste ? La *Pravda* n'a pas donné un seul article sérieux ni fait une seule analyse sur la situation en Allemagne. Du grand discours programmatique de Thaelmann, elle ne cite pudiquement qu'une demi-douzaine de phrases sans consistance. Et que peut bien dire la *Pravda* d'aujourd'hui, la *Pravda* servile de la bureaucratie, cette *Pravda* sans tête, sans échine, embrouillée dans des contradictions ?

De quoi peut bien parler la *Pravda* quand Staline se tait ?

Le 24 juillet, la *Pravda* expliquait comme suit le tournant berlinois : " ne pas participer au référendum aurait signifié que les communistes sont pour le Landtag réactionnaire actuel ". Tout est réduit ici à un simple vote de méfiance. Mais pourquoi, dans ce cas, les communistes n'ont-ils pas pris l'initiative du référendum ; pourquoi ont-ils lutté pendant des mois contre cette initiative et pourquoi se sont-ils mis subitement à genoux devant elle le 21 juillet ? L'argument de la *Pravda* n'est qu'un argument à retardement du crétinisme parlementaire et rien de plus.

Le 11 août, après le référendum, la *Pravda* change d'argumentation : " Le sens de la participation au référendum consistait pour le Parti dans la *mobilisation extra-parlementaire des masses*". Mais c'est précisément dans ce but, c'est-à-dire pour une mobilisation extra-parlementaire des masses qu'avait été désignée la journée du 1er août. Ne nous arrêtons pas aujourd'hui sur la critique des journées rouges du calendrier. Mais de toute façon cette mobilisation des masses du 1er août s'est produite sur les mots d'ordre et sous la direction propre du Parti communiste. Pourquoi avait-on besoin d'une nouvelle mobilisation huit jours après, et cela dans des conditions où les mobilisés ne se voient pas les uns les autres, où personne ne peut les compter, où ni eux-mêmes, ni leurs amis, ni leurs ennemis, où personne ne peut les différencier de leurs ennemis mortels ?

Le lendemain, dans le numéro du 12 août la *Pravda* déclare ni plus ni moins que : " Les résultats du vote signifient... le plus grand coup que la classe ouvrière ait jamais porté à la social-démocratie ". Nous ne citerons pas les chiffres du référendum. Ils sont connus de tous (sauf des lecteurs de la *Pravda*), et ils frappent en plein visage la vantardise inepte et honteuse de la *Pravda*. Ces gens croient normal de mentir aux ouvriers et de leur jeter de la poudre aux yeux.

Le léninisme officiel est écrasé et piétiné sous le talon de la bureaucratie des épigones. Mais le léninisme non officiel est vivant.

³ La question de savoir si Thaelmann s'est opposé effectivement au dernier tournant et n'a fait que se soumettre à Remmele et à Neumann qui ont trouvé un appui à Moscou, ne nous intéresse pas ici, comme étant une question purement personnelle et épisodique : il s'agit du système. Thaelmann n'a pas osé faire appel au Parti et porte par conséquent toute la responsabilité

Que les fonctionnaires déchaînés ne croient pas qu'on leur passera tout impunément.

Les idées scientifiquement fondées de la révolution prolétarienne sont plus fortes que l'appareil, que n'importe quelle caisse, que les répressions les plus cruelles. Par l'appareil, la caisse et la répression, nos ennemis de classe étaient incomparablement plus forts que la bureaucratie stalinienne actuelle. Et malgré cela, nous les avons vaincus sur le territoire de la Russie. Nous avons démontré qu'on peut les vaincre. Le prolétariat révolutionnaire les vaincra partout. Il lui faut pour cela une politique juste. Dans la lutte contre l'appareil stalinien, l'avant-garde prolétarienne conquerra son droit de mener la politique de Marx et de Lénine.

Le 25 août 1931.